



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Avril 2002

Volume 1, Numéro 2

LIGNE DE FOND _____ 1

Conseil Des ADPIC: Démarrage Des Négociations Sur
Fond D'Opposition _____ 1

Environnement : Le CCE Aborde Le Mandat De Doha3

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

Petites Economies: L'OMC Adopte Un Cadre Et Des
Procédures _____ 5

Services : Nouvelles Prolongation Pour Un Mécanisme de
Sauvegarde _____ 6

SUR LE FIL _____ 6

ACP/UE : Vers De Nouvelles Négociations Des Accords
De Cotonou _____ 6

L'Afrique A Monterrey: Entre Espoirs Et Désillusions8

Accords De Pêche : Nouvel Echec Des Négociations Entre
Le Sénégal Et L'UE _____ 9

EVENEMENTS _____ 10

PUBLICATIONS _____ 11

LIGNE DE FOND

Conseil Des ADPIC: Démarrage Des Négociations Sur Fond D'Opposition

La lancinante question des droits de propriété intellectuelle liée au commerce a connu de nouveaux développements à l'OMC, suite au démarrage des travaux du conseil des ADPIC du 5 au 7 mars dernier. Les discussions engagées lors de cette première réunion ordinaire se sont poursuivies le 8 mars en session extraordinaire. Les débats ont porté essentiellement sur la santé publique, les indications géographiques et le réexamen de l'accord sur les ADPIC au titre de l'Article 71.1

Les licences obligatoires et la question de la santé publique

Conformément au mandat de la Déclaration ministérielle de Doha sur la santé publique, le Conseil des ADPIC a entamé ses discussions afin de « trouver une solution rapide » au problème des Membres de l'OMC qui ont des capacités de fabrication insuffisantes dans leur secteur pharmaceutique pour « recourir de manière effective aux licences obligatoires » (§ 6). Dans un document distribué le 4 mars (IP/C/W/339) disponible sur <<http://www.docsonline.wto.org>>), l'Union européenne a fait deux propositions visant à permettre l'exportation de produits pharmaceutiques vers un pays n'ayant pas les capacités de les fabriquer lui-même, si celui-ci octroie une licence obligatoire. L'une est fondée sur une modification de l'article 31f des ADPIC et l'autre sur l'interprétation de l'article 30 portant exception aux droits de brevets.

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

1) Modification de l'article 31f : L'UE a proposé l'introduction d'une exception au principe énoncé dans l'article 31f qui prévoit qu'une licence obligatoire « sera autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du membre qui a autorisé cette utilisation ». Une telle exception s'appliquerait néanmoins uniquement aux licences obligatoires accordées pour s'attaquer à un problème majeur de santé publique.

2) Interprétation de l'article 30. La seconde proposition de l'UE porte sur une interprétation de l'article 30 selon laquelle les Membres pourraient approvisionner un autre pays qui a accordé une licence obligatoire sur un médicament donné. Selon l'UE, une telle démarche permettrait de profiter de la flexibilité offerte par l'Accord sur les ADPIC sans qu'il soit besoin d'en modifier les dispositions.

Dans les deux cas, l'UE a estimé qu'il est nécessaire d'établir des garde-fous aptes à prévenir les abus et à faire en sorte qu'un médicament fabriqué dans le cadre d'une licence obligatoire pour le marché d'un pays n'ayant pas de capacité de production interne ne soit pas dévié de sa destination initiale et réexporté vers d'autres marchés. Les pays en développement se sont montrés globalement favorables aux propositions de l'UE même s'ils ont émis des réserves quant à la mise en place de garde-fous. Lors d'une intervention du Kenya au nom du groupe africain et d'autres pays en développement, ceux-ci ont affiché leurs craintes de voir les solutions proposées se heurter à des difficultés de mise en œuvre si les conditions étaient trop strictes et détaillées. En outre ils ont plaidé pour une suppression pure et simple de la référence à l'approvisionnement du marché intérieur dans l'Article 31f plutôt qu'à une exception comme le propose l'UE. Finalement ils ont insisté sur les mesures incitatives en faveur du transfert de technologies. De telles mesures sont nécessaires, selon eux, pour développer des capacités de production locales.

Dans la controverse sur l'article 31f, les USA se sont opposés à toute modification de l'Accord sur les ADPIC et ont proposé, à la place, un moratoire

ne s'appliquant qu'aux maladies comme le SIDA, la tuberculose, la malaria et d'autres grandes épidémies. Ils ont en outre suggéré que l'on définisse une catégorie de pays auxquels ces solutions devraient s'appliquer et que l'on établisse des conditions d'admissibilité précises.

Pour les ONG la proposition américaine d'un moratoire est de nature à affaiblir la volonté des producteurs de médicaments génériques et à protéger implicitement les intérêts des multinationales pharmaceutiques. Le débat sur cette question se poursuivra en juin.

Les indications géographiques

La question au centre des débats était de savoir s'il faut ou non étendre la protection des indications géographiques accordées aux vins et aux spiritueux (article 23) à d'autres produits. Deux groupes de pays se sont opposés sur la base d'une division entre «vieux monde» et «nouveau monde».

Le Sri Lanka, la Slovénie, la Suisse, la Turquie, l'Inde, le Pakistan, le Kenya, la Hongrie, l'UE, la République slovaque, Cuba, le Maroc, la République tchèque, l'Égypte, la Bulgarie, la Thaïlande et la Jamaïque sont en faveur d'une extension de la protection des indications géographiques. Ils y voient un moyen de mieux commercialiser leurs produits et d'obtenir des prix plus élevés. Parmi les opposants on citera l'Australie, le Canada, le Paraguay, la Colombie, le Guatemala, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et l'Uruguay. Ces pays pensent que les indications géographiques risquent d'être utilisées à des fins protectionnistes et que même pour les pays en développement qui voudraient les utiliser, les coûts administratifs seraient certainement trop élevés pour qu'ils puissent véritablement bénéficier de cet instrument. Certains, comme l'Australie, ont fait valoir que sur un plan culturel, beaucoup de noms ont voyagé avec les migrants (comme les migrants européens à destination de l'Australie) et qu'ils veulent pouvoir continuer à fabriquer les produits portant ces noms. L'UE a répliqué qu'elle aussi avait des immigrants, en provenance d'Afrique et d'Asie, mais que cela ne devait pas justifier que les

Européens utilisent les indications géographiques des pays d'origine des migrants.

Les autres questions contenues dans l'ordre du jour ont été également débattues. Il s'agit du réexamen de l'Article 27. 3 (b), et en particulier la question du brevetage du vivant, des savoirs traditionnels et de la relation entre la Convention sur la diversité biologique et les ADPIC. Sur l'ensemble de ces points, les débats ont plutôt porté sur l'organisation des futurs travaux.

A la fin de cette réunion ordinaire du 5 au 7 mars, l'ambassadeur Chidyausiku du Zimbabwe a clôturé la séance en laissant la place à son successeur le mexicain Eduardo Perez Motta, à la veille de la réunion extraordinaire du conseil des ADPIC du 8 mars qui avait pour objet de se pencher sur le système d'enregistrement multilatéral des indications géographiques.

Pour le reste de l'année, les réunions suivantes ont été fixées à titre provisoire :

25-27 juin (suivie par une session extraordinaire le 28 juin) - 17-19 septembre (suivie par une session extraordinaire le 20 septembre) - 25-27 novembre (suivie par une session extraordinaire le 28 novembre).

Environnement : Le CCE Aborde Le Mandat De Doha

Le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) s'est réuni le 21 mars en session régulière et le 22 en session spéciale. Cette deuxième réunion a marqué le démarrage effectif des négociations sur les questions environnementales conformément au mandat de Doha.

Session spéciale

Les débats de la première session spéciale se sont essentiellement concentrés sur des questions de procédure. Il a été convenu que deux sessions spéciales seront tenues les 11-12 juin et 8-9 octobre à la suite des sessions ordinaires du CCE. Les membres ont également exprimé leurs

différences de vue quant à la structure des négociations. Alors que les pays traditionnellement opposés à la tenue de négociations dans ce domaine ont plaidé pour une stratégie en trois phases (analyse, soumission de propositions et négociations), l'Union européenne (UE), principale demandeur sur ces questions, a proposé une approche flexible sans « phases » formelles.

En vertu du paragraphe 31 de la déclaration de Doha, les sessions spéciales du CCE doivent aborder les questions suivantes :

- (i) la relation entre les règles de l'OMC existantes et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM). La portée des négociations sera limitée à l'applicabilité de ces règles de l'OMC existantes entre les parties à l'AEM en question. Les négociations seront sans préjudice des droits dans le cadre de l'OMC de tout Membre qui n'est pas partie à l'AEM en question;
- (ii) des procédures d'échange de renseignements réguliers entre les Secrétariats des AEM et les Comités de l'OMC pertinents, ainsi que les critères pour l'octroi du statut d'observateur;
- (iii) la réduction ou, selon qu'il sera approprié, l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires visant les biens et services environnementaux.

En ce qui concerne le paragraphe 31 (i), l'UE a proposé un texte très controversé (TN/TE/W/1) censé fournir un point de départ pour les négociations et qui tente de définir des concepts tels que «AEM», «obligations commerciales spécifiques» ou «entre les parties». L'UE conclut qu'un dialogue devrait permettre de parvenir à un consensus sur:

- les principes régissant la relation OMC/AEM
- la mesure dans laquelle les «obligations commerciales spécifiques» des AEM devraient être considérées comme étant automatiquement en conformité avec les règles de l'OMC
- le fait que si l'on ne considère pour le moment que l'application des règles de l'OMC en ce qui concerne les Membres qui ne sont pas parties à un AEM, cela ne signifie pas que le dit AEM ne doit pas constituer un élément d'interprétation

important des règles de l'OMC lors d'un différend impliquant de tels membres.

La discussion préliminaire sur ces questions a illustré clairement la division entre l'UE et la plupart des autres membres, en particulier sur ce troisième point. L'Australie, notamment, a rejeté catégoriquement l'approche de l'UE, soulignant qu'elle allait bien au delà du mandat de Doha qui précise que «la portée des négociations sera limitée à l'applicabilité des règles de l'OMC existantes entre les parties à l'AEM en question». Les Etats-Unis et la Malaisie sont également intervenus dans ce sens.

Session régulière

En vertu du paragraphe 32 de la Déclaration de Doha, le CCE doit porter une attention particulière aux trois questions suivantes et soumettre un rapport à la cinquième Conférence ministérielle en 2003 sur la «nécessité éventuelle de clarifier les règles pertinentes de l'OMC» ou «l'opportunité de négociations» :

- i) L'effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, spécialement en ce qui concerne les pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, et les situations dans lesquelles l'élimination ou la réduction des restrictions et des distorsions des échanges serait bénéfique pour le commerce, l'environnement et le développement;
- ii) Les dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce; et
- iii) Les prescriptions en matière d'étiquetage à des fins environnementales.

La réunion du 21 mars a porté, pour une large part, sur la question de l'accès aux marchés. Dans une intervention forte et remarquée, soutenue par beaucoup de pays en voie de développement, l'Inde a réaffirmé la nécessité de garantir l'accès aux marchés face à la résurgence de barrières non tarifaires liées à l'environnement. Elle a indiqué en outre qu'elle soumettrait une proposition dans ce sens afin de convaincre ses partenaires de la nécessité, d'assurer les acquis de l'OMC en

matière d'accès aux marchés, à la lumière des effets négatifs que les mesures environnementales ont sur ses propres exportations.

Subventions sur les pêcheries

Comme l'on pouvait s'y attendre, les discussions étaient très animées lorsque les membres ont abordé la question des pêcheries. Le débat a porté sur les avantages de l'élimination des subventions qui faussent les échanges et sont dommageables pour l'environnement. La Nouvelle-Zélande a fait une proposition qui traitait des stratégies destinées à atteindre cet objectif, stratégies auxquelles plusieurs membres se sont dits favorables. Ces membres, qui se font appeler « les amis des poissons », sont composés, outre la Nouvelle-Zélande, des USA, de l'Islande, du Pérou et des Philippines. Ils se sont opposés au Japon et à la Corée.

L'argument qui sous-tend le document de la Nouvelle-Zélande est que le secteur continue de faire face à une crise importante liée à l'absence de gestion efficace des ressources naturelle et une surcapacité des flottes de pêches résultant des subventions gouvernementales. Selon la Nouvelle-Zélande, ces subventions accordées aux industries de la pêche sont encore très importantes et expliquent pourquoi les pressions sur les stocks de poissons sont devenues si fortes.

Le Japon, la Corée ont estimé pour leur part que les subventions n'étaient que l'une des nombreuses causes de la surcapacité de pêche et qu'il fallait adopter une approche plus globale pour tenir compte de tous les facteurs entrant en ligne de compte. Les Membres devaient également distinguer les subventions positives des subventions ayant un impact négatif sur l'utilisation durable des ressources halieutiques.

Paragraphe 51 : les négociations de Doha et le développement durable

Selon le paragraphe 51 de la déclaration de Doha, « le Comité du commerce et du développement et le Comité du commerce et de l'environnement serviront chacun, dans le cadre de leurs mandats

respectifs, d'enceinte pour identifier les aspects des négociations relatifs au développement et à l'environnement, et pour débattre de ces aspects, afin d'aider à atteindre l'objectif visant à ce que le développement durable soit pris en compte d'une manière appropriée.» Dans un document qu'elle a distribué au cours de la réunion, l'UE a développé ses arguments en faveur d'une telle collaboration. Pour elle, il conviendrait de diviser les questions faisant l'objet de négociations en deux groupes, qui seraient abordées successivement lors de deux sessions spéciales en automne et au printemps. Elle a également proposé d'organiser d'ici l'année prochaine une session conjointe du CCD et du CCE pour « contribuer d'une manière cohérente à la réalisation du même objectif de développement durable. » Finalement, elle a émis l'idée d'une réunion publique - qui pourrait être convoquée par le Directeur général - pour aider à identifier les thèmes devant être débattus.

NOUVELLES DE L'OMC

Petites Economies: L'OMC Adopte Un Cadre Et Des Procédures

Le 1er mars dernier, le Conseil général a adopté un cadre et des procédures pour le programme de travail sur les petites économies (WT/GC/W/469). A Doha, en effet, les Ministres étaient convenus «d'établir un programme de travail, sous les auspices du Conseil général, pour examiner les questions relatives au commerce des petites économies. Ces travaux ont pour objectifs de définir des réponses aux questions liées au commerce identifiées pour intégrer davantage les petites économies vulnérables dans le système commercial multilatéral, et pas de créer une sous-catégorie de membres de l'OMC. Le Conseil général examinera le programme de travail et fera des recommandations en vue d'une action à la cinquième session de la conférence ministérielle » (§ 35). A la fin de la réunion, le Conseil général a retenu les points suivants :

- la question des petites économies sera inscrite à titre permanent à l'ordre du jour du Conseil général,
- le Comité du commerce et du développement consacrera des sessions spéciales à cette question et fera rapport au Conseil général,
- compte tenu des résultats de ces travaux, le Conseil général chargera les organes subsidiaires pertinents de définir des réponses aux questions commerciales identifiées par le CCD.

Le président du Conseil général a indiqué pour finir que les travaux de fond du programme de travail commenceront dès que possible dans le cadre des sessions spécifiques du CCD.

Le terme de « petites économies » n'est pas toujours bien défini. Il est néanmoins généralement admis qu'il désigne une catégorie de pays ayant des caractéristiques physiques et économiques particulières qui les rendent vulnérables et les défavorisent dans le système commercial multilatéral. Quelques critères sont mis en avant pour caractériser ces économies :

- la petite taille de l'économie
- l'insularité
- le manque de diversification (ils dépendent souvent d'un seul secteur: l'agriculture, le tourisme ou les services financiers.)
- la vulnérabilité aux catastrophes naturelles telles que les cyclones

Ces caractéristiques les distinguent des PMA, catégorie à laquelle certains d'entre-eux appartiennent. Beaucoup de « petites économies » ne sont pas cependant dans une situation économique sous-développée comparée à la plupart des PMA. La Barbade par exemple avec son PNB/H de 7890 \$ et l'espérance de vie de ses habitants qui se situe à 76,5 ans en 1998, n'a rien à voir avec un PMA comme le Niger dont le PNB/H ne dépasse guère 190\$, avec une espérance de vie de moins de 46 ans. C'est pour ces raisons que ces pays tentent de faire valoir leurs particularités en mettant davantage l'accent sur le registre de l'insularité, de l'inaccessibilités et la vulnérabilité.

Pour le représentant permanent de la Barbade auprès de l'OMC, l'ambassadeur M.KING: « notre petite taille ne nous permet pas de faire jeu égal avec les plus grands. C'est pourquoi nous devons bénéficier d'un traitement spécial car nous avons des besoins très particuliers en termes d'assistance technique et de développement économique ». Les principaux pays membres appartenant à cette catégorie sont: la Barbade, Cuba, Dominique, la Jamaïque, l'Ile Maurice, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago. Ces pays appartiennent aussi à d'autres groupements comme le CARICOM, l'Association des Etats des Caraïbes (AEC), le groupe ACP etc.

Sources :
<http://www.solagral.org/publications/cdp/cdp54/article_fph5.htm><<http://www.acsaec.org/Bulletin/b0901f.htm>>

Services : Nouvelles Prolongation Pour Un Mécanisme de Sauvegarde

Le 15 mars dernier, les membres de l'OMC sont parvenus à un consensus pour la prolongation du délai pour mener à bien les négociations sur l'établissement d'un Mécanisme de sauvegarde d'urgence (MSU) jusqu'au 15 mars 2004.

Cette nouvelle prolongation du délai d'établissement du MSU montre toute la difficulté à laquelle les membres de l'OMC font face dans les négociations sur les services. Dans l'Article X de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), les délais de mise en œuvre d'un MSU étaient prévus pour ne pas dépasser 3 ans à partir de l'entrée en vigueur des Accords sur l'OMC. Plusieurs années après, les débats sur le MSU sont toujours dans l'impasse malgré les négociations engagées en janvier 2000, les lignes directrices et les procédures adoptées par le Conseil du commerce des services du 28 mars 2001 et, plus récemment, les appels des ministres à Doha pour des négociations rapides en vue de l'établissement d'un MSU. Une fois qu'elles seront adoptées, les règles sur les sauvegardes définiront les procédures

et disciplines que les Membres doivent suivre pour adopter des mesures temporaires de limitation de l'accès aux marchés lorsque ceux-ci sont perturbés.

Réglementation Interne

Les discussions du 12 mars du groupe de travail sur la réglementation interne (GTRI) ont porté sur les modalités d'organisation de leurs futurs travaux. Seules quatre propositions informelles ont été présentées dont celles des USA et du Japon. Les membres étaient invités à identifier et à présenter les cas concrets de réglementations internes qu'ils considèrent comme des restrictions commerciales. Les USA et le Japon se sont cependant opposés à cette perspective.

L'on se rappelle que lors des réunions précédentes du GTRI, celle du 29 novembre 2001 notamment, les débats avaient porté sur le champ d'application des disciplines qui doivent être établies au titre de l'article VI.4 de l'AGCS sur les réglementations internes. Celles-ci portent sur les conditions auxquelles les fournisseurs de services étrangers doivent satisfaire pour exercer leurs activités sur un marché. Elles concernent surtout les conditions et les procédures de qualification, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences. Le problème était alors de savoir si les disciplines sur la réglementation interne devaient s'appliquer généralement ou uniquement aux engagements spécifiques des membres. N'ayant pas pu trouver un accord sur les règles multilatérales concernant les réglementations internes, les membres avaient décidé de se retrouver à la réunion du 12 mars 2002 pour régler définitivement cette question.

SUR LE FIL

ACP/UE : Vers De Nouvelles Négociations Des Accords De Cotonou

La Commission européenne a adopté officiellement le 9 avril dernier à Bruxelles, une

stratégie de négociation pour les Accords de partenariat économique (APE) qu'elle entend négocier avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans le cadre de l'Accord de Cotonou. Celle-ci devra être présentée maintenant aux 15 membres de l'UE pour approbation. Ce mandat de négociation vise, selon la Commission, à inscrire les relations économiques et commerciales entre les pays ACP et l'UE dans un cadre stable, prévisible et transparent. Avec l'adoption de cette nouvelle stratégie européenne, les contours des futures négociations semblent se dessiner davantage et la prochaine étape pourrait être le Conseil des ministres ACP de juillet prochain.

Rappelons qu'en vertu de l'Accord de Cotonou, l'Union européenne (UE) et les ACP sont sensés commencer à négocier en septembre 2002, de nouveaux arrangements commerciaux. Ces négociations, qui doivent se prolonger jusqu'en 2008, visent à remplacer les préférences tarifaires dont bénéficient les ACP sous le régime des Conventions successives de Lomé par des Accords de libre échange réciproques et compatibles avec l'OMC. En effet, les préférences qui caractérisaient, jusque là, les rapports UE/ACP vont à l'encontre des règles de l'OMC car elles favorisent les ACP par rapport à d'autres pays en développement. C'est pour cette raison que les Conventions successives de Lomé bénéficiaient d'une exemption spéciale accordée par les Membres de l'OMC. A Doha, ceux-ci ont accepté de prolonger cette exemption une dernière fois, ce qui permettra aux ACP de continuer à bénéficier des préférences de Lomé jusqu'en 2008, date à laquelle, la négociation des APE doit s'achever.

L'accord de Cotonou n'est pas à proprement parler un accord mais un protocole d'accord. Il fixe simplement les principes des prochaines négociations, arrête un calendrier et réitère la volonté des participants de parvenir à un accord. Pourtant, à quelques encablures de l'ouverture de ces négociations, des interrogations demeurent quant aux chances de parvenir rapidement à des résultats positifs.

Les premières incertitudes ont trait aux modalités d'organisation des négociations elles-mêmes. L'UE envisage de mener des négociations avec des groupes de pays plutôt qu'avec des pays ACP pris individuellement. Dans un document récent intitulé « Orientations sur la qualification des régions ACP pour la négociation d'Accords de partenariat économique », la commission européenne a énoncé clairement ses préférences concernant la configuration géographique pour les ACP. En clair, cette approche de l'UE privilégie un cadre de négociation avec les principaux groupements régionaux de l'ACP. Cette démarche n'est pas cependant sans poser de problèmes pour l'UE et pour les ACP. L'un de ces problèmes tient au fait que l'appartenance de certains pays africains à plusieurs groupements régionaux ACP peut engendrer des chevauchements dans la conclusion des APE. Pour parer aux problèmes prévisibles que pourraient apporter de tels chevauchements, la commission exige, en principe, que les pays qui appartiennent à plusieurs groupements d'intégration régionale en choisissent un et s'engagent vis-à-vis de lui à contracter un APE avec l'UE. Elle pourrait toutefois envisager une exception en négociant un accord incluant la SADC et le COMESA par exemple, mais il faudrait dans ce cas que ces deux groupements adoptent des positions étroitement harmonisées et que les négociations soient conduites dans un seul contexte aboutissement à un seul APE. En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, il semble, à ce stade que les négociations se dérouleront dans le cadre de la CEDEAO en dépit des préférences que l'UE avait exprimées dans un premier temps pour une négociation avec l'UEMOA.

La seconde série d'incertitudes est relative aux contraintes internationales. On l'a vu, avec l'Accord de Cotonou, l'UE cherche à conserver des liens privilégiés avec les ACP tout en se mettant en conformité avec l'OMC. Dans ce contexte, la réciprocité est devenue une pierre angulaire de l'approche de la Commission. Cela soulève des questions sur la cohérence entre les APE et les incidences de l'initiative "Tout sauf les armes", où l'UE accorde un accès non réciproque au marché à tous les pays les moins avancés

(PMA). Le point en litige est de savoir si les 40 PMA ACP pourraient conserver, voire étendre, leurs préférences commerciales non réciproques avec l'UE au titre d'un APE. Dans la négative, il est probable que les PMA-ACP ne soient ni enthousiastes, ni pressés de conclure un APE que ça soit dans le cadre d'un groupement régional ou à titre individuel.

Pour plus d'informations sur les ACP, visiter : <http://www.acpsec.org>

Sources :- Accords de Cotonou : les choses sérieuses commencent en 2002», AllAfrica.com, 18-02-02 - « Qui négociera avec l'UE ? Recherche d'un cadre de négociation UE/ACP, in Eclairage sur les Négociations Commerciales, vol.1, n°1, Février 2002. - PASSERELLES entre le commerce et le développement durable vol.3 n°4, décembre 2001-janvier 2002.

L'Afrique A Monterrey: Entre Espoirs Et Désillusions

La conférence des Nations Unis sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey du 18 au 22 mars a suscité dès le début un curieux paradoxe. Personne n'en attendait rien de nouveau mais tout le monde affirmait son importance. Et comme pour conjurer les déceptions attendues de ce sommet, on a clamé péremptoirement qu'il n'y aurait pas de résultats.

Au final, le texte adopté se présente comme un chapelet d'idées vagues sans souffle ni engagement précis sur les six axes prioritaires identifiés pour promouvoir et accélérer la croissance et le développement. Les six axes sont les suivants :

- mobilisation des ressources financières nationales pour le développement : investissements étrangers directs et autres flux financiers privés;
- mobilisation des ressources financières internationales pour le développement;
- le commerce international, moteur de la croissance et du développement;
- renforcement de la coopération financière et technique internationale pour le développement;

- la dette;
- le règlement des problèmes systématiques en renforçant la cohérence des systèmes monétaires, financiers, commerciaux internationaux à l'appui au développement

Malgré le peu de résultats concrets attendus de Monterrey, l'Afrique avait placé beaucoup d'espairs dans cette conférence dont dépendait l'avenir de sa dette. Sur cette question et sur celle de l'aide, les dissensions semblaient trop grandes cependant pour qu'un engagement ferme soit pris. Les intérêts des pays du Nord ont plutôt porté sur le commerce et les échanges, un des six thèmes identifiés pour lutter contre la marginalisation des pays en développement, ceux de l'Afrique en particulier, dans l'économie mondiale.

Estimant que les échanges commerciaux sont « bien souvent la seule source extérieure importante au financement du développement », le consensus de Monterrey reconnaît néanmoins les difficultés auxquelles se heurtent les PED pour en bénéficier pleinement. Le texte signale dans cette perspective que les politiques des pays riches ne favorisent pas une expansion des exportations des économies en développement. Il vilipende tout particulièrement « les barrières commerciales, les subventions de nature à fausser les échanges commerciaux et autres mesures analogues, en particulier dans les secteurs d'exportation des pays en développement, comme l'agriculture ». Le « consensus de Monterrey » évoque aussi « l'abus des mesures antidumping, les barrières techniques » ainsi que les « mesures sanitaires et phytosanitaires » qui entravent les échanges Sud-Nord. Mais dans ce domaine aussi le texte ne comporte aucun engagement. Il s'accorde simplement pour que les pays développés ouvrent davantage leurs marchés et apportent une assistance technique pour rendre plus compétitive l'offre du Sud.

Les dirigeants des pays africains se sont prêtés de bonne grâce à la démarche du sommet de Monterrey mais réclament en contre partie des actes concrets. Le président Obassandjo du Nigeria, l'un des initiateurs de NEPAD a lancé un avertissement dans ce sens en donnant l'exemple

du sommet du millénaire de septembre 2000 qui avait suscité beaucoup d'espoirs mais qui aujourd'hui n'a produit aucun résultat significatif. Son inquiétude est partagée par d'autres dirigeants africains mais aussi par nombres d'observateurs indépendants qui ne voient dans la conférence de Monterrey qu'une réunion de plus destinée à cacher la gêne qu'éprouvent l'ONU et les pays industrialisés de n'avoir pas réussi à mettre en route les ambitieuses décisions prises à l'issue du sommet du millénaire de 2000.

A ce sommet du millénaire de septembre 2000, quelque 147 chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient engagés à réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015, à rendre universel l'enseignement, à infléchir la tendance actuelle de la propagation du Sida et à réduire des trois-quarts le taux de mortalité maternelle et infantile etc. Deux années après, la réalité est encore loin des ambitions. Le dernier rapport de la banque mondiale montre que 1,2 milliards d'êtres humains n'a pas aujourd'hui accès à l'eau potable alors que 2,4 autres milliards d'individus vivent sous des conditions d'hygiène telles que leur espérance de vie ne dépasse guère 50 ans. En Afrique, où vit plus de 13% de la population mondiale, la part du continent dans les échanges commerciaux internationaux ne s'élève qu'à 1,7% dont la moitié pour la seule Afrique du Sud.

La promesse faite par les pays industrialisés de consacrer 0,7% de leur PNB à l'aide publique au développement tarde à se concrétiser. L'engagement plus récent de la banque mondiale et du FMI de doubler le plafond de l'APD pour la porter à 100 milliards en cinq ans se heurte aux intérêts divergents des Etats membres. Avec ses 0,10%, la part que les USA consacrent à l'APD est la plus faible, loin derrière les pays scandinaves et les Pays-Bas tous au-dessus de 0,50%, voire 1% pour la Norvège. Les principaux donateurs de l'OCDE réunis au sein du Comité d'Aide au Développement (CAD) arrivent péniblement 0,22% de leur PNB en moyenne tandis que les pays de l'Union Européenne ambitionne de porter à 0,39% en 2006 leur taux qui s'établit à 0,33% actuellement.

Sources :

- Les pays en développement veulent des actes.
AFP - Dossier conférence de Monterrey, Marchés Tropicaux et Méditerranéens 1er mars 2002.

Accords De Pêche : Nouvel Echec Des Négociations Entre Le Sénégal Et L'UE

Les négociations entre le Sénégal et l'UE ont pris fin le 22 mars dernier à Bruxelles au terme d'un huitième round sans que les deux parties ne soient parvenues à un accord.

Les principaux points de divergence ont notamment porté sur les questions de la compensation financière dont les Sénégalais voulaient voir le montant augmenté. Les Européens ont refusé cette possibilité, arguant la restriction par les Sénégalais des zones de pêche autorisées, ce qui engendre une diminution des quantités de poissons à capturer. Selon le porte-parole du commissaire européen à l'Agriculture et à la Pêche, Franz Fischler, les discussions ont cependant permis de faire beaucoup de progrès techniques, notamment sur la question du repos biologique exigé par la partie sénégalaise pour préserver ses ressources halieutiques. La partie européenne a par ailleurs demandé au Sénégal des garanties pour que la compensation financière soit utilisée pour moderniser le secteur de la pêche.

Le précédent accord de pêche liant le Sénégal et les 15 membres de l'UE d'une durée de quatre ans (1997/2001) avait expiré en avril 2001. Les deux parties étaient convenues de le renouveler de trois mois en trois mois. Mais elles n'ont pas réussi à trouver un terrain d'entente, ce qui a conduit à la suspension le 31 décembre 2001 du septième round qui était engagé à Dakar. Si les deux partenaires sont tombés d'accord sur les modalités de mise en œuvre du partenariat, les méthodes de comptabilisation des possibilités de pêche, les captures accessoires, les circonstances exceptionnelles et sur l'embarquement et le débarquement des marins, ils se sont cependant opposés sur la question des zones de pêche et sur le repos biologique.

En vertu de l'accord qui a expiré, le Sénégal recevait de l'UE une compensation financière de 48 millions d'Euros. Le Sénégal était jusqu'au 31 décembre 2001 le plus important partenaire de l'UE dans le secteur de la pêche. Il exporte annuellement 124 500 tonnes de poissons pour un montant de 185 milliards de FCFA (245.033.118 dollars). Ce secteur contribue pour plus de 30% aux recettes d'exportation du Sénégal et procure du travail à plus de 600.000 personnes, directement ou indirectement.

Avec l'échec des négociations entre le Sénégal et l'UE sur les accords de pêche, ce sont quelques 120 bateaux qui ne sont plus autorisés à pêcher dans les eaux sénégalaises.

Sources : - Non renouvellement du protocole de pêche avec l'Europe. Allafrika. 20-03-02 - Nouvel échec des négociations entre le Sénégal et l'UE. PANA, 25-03-02.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <<http://www.ictsd.org/cal/index.htm>>.

Evènements à L'OMC

12 Avril: COMITE DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS, OMC, Genève.

15 Avril: COMITE DU BUDGET DES FINANCE ET DE L'ADMINISTRATION, OMC, Genève

16 Avril: ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENTS (Session spéciale), OMC Genève.

18 Avril: CONSEIL DES ADPICS (Session spéciale), OMC, Genève.

19 Avril: COMITE DES REGLES D'ORIGINE, OMC, Genève.

21-25 Avril: SEMAINE DE GENEVE, OMC, Genève.

22- 23 Avril: COMITE DES PRATIQUES Antidumping, OMC, Genève.

22 Avril: COMITE DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT: séminaire sur le E-Commerce, OMC, Genève.

24 Avril: Comité des Négociations Commerciales

29 avril-1er mai: SYMPOSIUM : LE PROGRAMME DE DOHA SUR LE DEVELOPPEMENT ET AU DELA, OMC, Genève.

Ce symposium public est organisé par l'OMC et est destiné à une multitude d' acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux . Il marque une étape importante dans la mise en œuvre du « Programme de Doha pour le Développement » et réunira à Genève pas moins de 600 acteurs autour des principales questions en cours de négociations à l'OMC. Cette rencontre qui verra certainement une participation très remarquée des ONG vise à faire le bilan d'étape et à susciter une large réflexion sur l'après Doha. L'ICTSD en collaboration avec le l'Institut International pour le Développement Durable va organiser en ce sens une séance de travail sur le thème : « The Emerging Southern Agenda On Trade and Environment ». Pour plus d'informations, contacter Bernard Kuiten, Division des Relations Extérieures, E-mail : bernard.kuiten@wto.org Internet: <http://www.wto.org/french/tratop_f/dda_f/symp_devagenda_02_f.htm> Tel. (004122) 739 5676 ou 739 5254

Evènements ailleurs

2 Avril : Genève, Suisse : table ronde sur le thème « Access to genetics resources, benefit-sharing and the convention on biological diversity » organisée à la Maison Internationale de l'Environnement. Contact : Aniket Ghai, International Environment House, 11-13, ch. Des Anémones, CH-1219 Châtelaine, Genève, Suisse. Tel. +4122-917 85 05,

E-Mail: aniket.ghai@unep.ch, Internet:
<<http://environmenthouse.ch/>>

7-12 Avril : Manchester, UK, Conférence sur la recherche internationale sur le développement durable. Organisée par ERP Environment, la conférence va aborder des thèmes comme la gestion des ressources naturelles, la participation populaire, la globalisation etc. Pour plus d'informations, contacter : Elaine White, Tel. (44-1274) 530-408, Email : elaine@erpenvironment.co.uk/, Internet : <<http://www.erpenvironment.org>>

8 -11 avril : Ouagadougou : Séminaire UEMOA sur la préparation des négociations des accords de partenariat économique régionaux avec l'Union européenne.

15-17 Avril, Dakar, Sénégal, CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU NEPAD. Après la rencontre des Chefs d'Etats des 25 et 26 mars dernier à Abuja au Nigeria, la rencontre de Dakar marque une étape importante de la réflexion sur le financement du NEPAD. A travers cette série de rencontres, il s'agit pour les leaders africains de trouver les meilleurs arguments à faire valoir lors du prochain sommet du G8 qui se tiendra au Canada en juin.

17Avril : Bruxelles, Belgique : "From Rio via Doha to Johannesburg : counterebalancing the WTO with strong environmental and social rules". Cette rencontre est organisée par les « amis de la terre/ Europe ». Pour plus d' informations, contacter : alexandra.wandel@foeeurope.org Internet : <<http://www.foeeurope.org>>

23 avril : Washington : forum économique sur l'UEMOA organisé par le Corporate Council on Africa et la Commission de l'UEMOA.

25 avril : Washington : réunion conjointe UEMOA-CEDEAO-Banque Mondiale.

PUBLICATIONS

Vous trouverez sous cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l' adresse: taoufik@enda.sn

En français

RAINELLI, M. L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE, Paris, la Découverte, 2002. L'auteur y fait une étude complète de l'organisation commerciale mondiale en décrivant les processus qui, du GATT à L'OMC, structurent les échanges commerciaux internationaux.

SOLGRAL, Mars 2001 : Les agricultures du Sud et L'OMC. 11 fiches pour comprendre, anticiper et débattre. Disponible sur le site de Solagral à l' adresse : <<http://www.solagral.org/publications>>

HERMELIN B., ROLLAND, J.P., NEGOCIATIONS COMMERCIALES, L'EXCEPTION AGRICOLE, in Courrier de la Planète n°65, 2001 Mots-clés : Accord Commerciaux, OMC, Agriculture, Commerce Multilatéral.

PALACIO L.,SECURITE ET DURABILITE, in Notre Planète n°3, vol.12, 2002. Mots-clés : Sécurité, Développement Durable, Politique Energétique.

SOLIGNAC LE COMTE H., POUR UN CADRE EQUITABLE, in Courrier de la Planète n°65, 2001. Entretien avec Solignac Lecomte sur les questions commerciales et les enjeux actuels du commerce multilatéral. Mots-clés : Ajustement Structurel, Agriculture, Accord Commercial, OMC, Libéralisation

En anglais

SUSTAINABLE ENERGY FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT, in **THE COURIER**: magazine de l'Union européenne et des pays ACP. Article produit par Philip Mann et traitant de l'importance de l'énergie dans le développement humain. L'auteur y fait le lien entre l'énergie et d'autres secteurs comme la pauvreté, le genre, la santé, le commerce etc. pour plus d'informations visiter le site : <http://www.europea.eu.int/comm/development/publicat/courier>>

BIODIVERSITY AND TRADITIONAL KNOWLEDGE: EQUITABLE PARTNERSHIPS IN PRACTICE. Edité par Sarah A. Laird. Ce livre donne des suggestions pour parvenir à une recherche équitable dans le domaine de la biodiversité. Il regroupe diverses expériences à travers le monde et se fonde sur des études de cas et des analyses de situations concrètes. Pour plus d'information, visiter le site : http://www.earthscan.co.uk/new_titles.htm>

Médecins sans Frontière et al, **EXPORTS OF MEDICAL TECHNOLOGIES UNDER TRIPS**, Lettre adressée au Conseil des ADPIC par six ONG actifs dans le domaine de la santé publique. Minter, William and Booker, Salih.,

AFRICA POLICY OUTLOOK 2002: AFRICA'S PRIORITIES IGNORED DUE TO WASHINGTON'S FIGHT ON TERRORISM. Foreign Policy in Focus Policy Report, Washington D.C.

CAFOD et al., A GUENUINE DEVELOPMENT AGENDA FOR THE DOHA ROUND OF WTO NEGOCIATIONS, publication conjointe de dix ONG britanniques actives dans le domaine du développement. Save the children. Londres.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)